

NOTE DE PRESSE

Basse-Terre, le 2 juillet 2026

Commande publique : le Conseil départemental réaffirme son engagement en faveur de l'investissement public et du soutien à l'économie guadeloupéenne

Face aux préoccupations exprimées ces derniers mois par les entreprises du bâtiment et des travaux publics concernant le ralentissement de l'activité et le manque de visibilité sur les commandes publiques, le Président du Conseil départemental, Guy LOSBAR, a pris l'initiative, en concertation avec le Président de Région, Ary CHALUS, d'organiser une table ronde consacrée à la commande publique.

Réunissant l'État, la Région, le Département, les finances publiques, les intercommunalités, les communes ainsi que les représentants des organisations professionnelles du secteur, cette rencontre poursuit un objectif commun : renforcer la coordination entre les maîtres d'ouvrage publics, améliorer la programmation des investissements et offrir aux entreprises une meilleure visibilité sur les marchés à venir afin qu'elles puissent anticiper leur activité, investir, préserver l'emploi et recruter dans un climat de confiance.

Le Conseil départemental, un investisseur majeur au service du territoire

Le Conseil départemental poursuit une politique d'investissement ambitieuse, structurée autour d'un **Plan pluriannuel d'investissement (PPI) représentant un volume prévisionnel de 780 M€ sur la période 2024-2028**, représentant près d'un milliard d'euros sur la durée du mandat. Chaque année, ce sont en moyenne **150 M€ investis** dans l'économie locale du BTP à travers des projets structurants répartis sur l'ensemble du territoire.

En 2026, cette dynamique se traduit déjà par :

- **160 marchés publics** attribués ;
- plus de **200 opérateurs économiques** mobilisés ;
- des investissements dans les collèges, les infrastructures routières, les ports, les bâtiments publics, l'eau, l'irrigation, l'environnement et les équipements sportifs.

Cette politique d'investissement constitue un levier majeur de soutien à l'activité économique, à l'emploi local et au développement des entreprises guadeloupéennes.

Une commande publique déjà fortement engagée

Les résultats témoignent d'une activité soutenue.

En **2024**, le Conseil départemental a réglé **125,7 M€** de factures aux entreprises, répartis notamment entre :

- **52,9 M€** pour les routes ;
- **38,6 M€** pour les collèges ;
- **15 M€** pour les ports ;
- **15,2 M€** pour les bâtiments.

En **2025**, cette dynamique s'est poursuivie avec **123,5 M€** de factures payées, dont :

- **47,7 M€** pour les collèges ;
- **39,5 M€** pour les routes ;
- **17,5 M€** pour les bâtiments ;
- **12,9 M€** pour les ports.

Pour **2026**, le budget d'investissement s'élève à **197,1 M€**, répartis entre :

- **54,8 M€** pour les collèges ;
- **47,3 M€** pour les routes ;
- **35,1 M€** pour les bâtiments ;
- **20,2 M€** pour l'eau potable ;
- **19,1 M€** pour les ports ;
- **12,1 M€** pour l'irrigation.

Au **30 juin 2026**, **83,9 M€** étaient déjà engagés et **40,3 M€** mandatés. Par ailleurs, **72,9 M€** demeurent disponibles pour de nouveaux engagements d'ici la fin de l'exercice, témoignant d'une commande publique qui continuera d'alimenter l'activité économique au cours des prochains mois.

Une programmation pluriannuelle qui donne de la visibilité

Le Département s'appuie sur des accords-cadres pluriannuels permettant d'assurer une continuité de la commande publique.

Les principaux marchés représentent notamment :

- **140 M€** pour les marchés Bâtiments ;
- **72,4 M€** pour les marchés Infrastructures (phase 1) ;
- **59 M€** pour les marchés Infrastructures (phase 2) ;

- **59 M€** pour les marchés Eau ;
- **45 M€** pour les marchés Enrobés ;
- **45 M€** pour les futurs marchés d'Ingénierie.

Parallèlement, de nombreuses opérations structurantes sont déjà engagées ou programmées :

- **28 M€** consacrés à la mise aux normes parasismiques de **11 collèges** ;
- **30 M€** pour l'entretien et la modernisation des collèges ;
- **64 M€** pour le programme départemental d'aménagement des ports ;
- **27 M€** consacrés aux opérations de remise en état des réseaux d'eau potable ;
- **25 M€** pour les infrastructures d'irrigation ;
- **50 M€** pour l'entretien et la sécurisation du réseau routier ;
- **20 M€** pour la réhabilitation et l'extension du musée Edgar Clerc ;
- **10 M€** pour la rénovation des forts, musées et bâtiments patrimoniaux.

Construire une stratégie collective de la commande publique

À travers cette table ronde, le Conseil départemental entend ouvrir une nouvelle étape dans la coordination des investissements publics en Guadeloupe.

En partageant la programmation de ses opérations avec l'ensemble des donneurs d'ordre, la collectivité souhaite contribuer à une meilleure lisibilité de la commande publique, favoriser l'anticipation des entreprises et créer les conditions d'une activité économique plus stable et durable. **Cette démarche traduit la volonté du Président Guy LOSBAR de faire de la commande publique un véritable levier de développement économique, au service des entreprises, de l'emploi et de l'attractivité du territoire.**

Les chiffres clés de la commande publique du Conseil départemental

- **780 M€** d'investissements programmés sur la période 2024-2028 ;
- Près de **1 milliard d'euros** d'investissements sur la durée du mandat ;
- **197,1 M€** de budget d'investissement en 2026 ;
- **160 marchés publics** attribués en 2026 ;
- Plus de **200 entreprises** mobilisées dans les secteurs du BTP ;
- **83,9 M€** déjà engagés au 30 juin 2026 ;
- **72,9 M€** restant à engager d'ici la fin de l'année ;
- **125,7 M€** de factures payées en 2024 ;
- **123,5 M€** de factures payées en 2025.